

convention

ENTRE
LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE

ET
LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION
RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la Republique Arabe d'Égypte

ET

Le Gouvernement de la Republique Centrafricaine,
Ci-After denommes "les Parties Contractantes"

DESIREUX de renforcer leur cooperation economique en creant des conditions favorables a la realisation des investissements par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante;

CONSIDERANT l'influence benefique que pourra exercer une telle Convention pour ameliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements;

RECONNAISSANT la necessite d'encourager et de proteger les investissements etrangers en vue de promouvoir la prosperite economique des deux Parties Contractantes;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article(1)

Definitions

Aux fins de la presente Convention:

- 1- Le terme "investissement" designe tout element d'actif et tout apport direct ou indirect dans toutes societes ou entreprises de quelque secteur d'activite economique que ce soit, et notamment, mais pas exclusivement:

- a- les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits reels tels que hypothèques, gages, suretes reelles, usufruit et droits similaires;
- b- les actions et autres formes de participation dans des entreprises;
- c- les creances et droits a toutes prestations ayant une valeur economic;
- d- les droits d'auteur, marques, brevets, procedes techniques, noms commerciaux et tout autre droit de propriete industrielle, ainsi que les fonds de commerce;
- e- les concessions de droit public y compris les concessions de recherche d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont ete investis ou reinvestis n'affecte leur caractere "d'investissement" au sens de la presente Convention.

Ces investissements doivent etre effectues selon les lois et reglements en vigueur dans le pays hote.

Si l'investissement est effectue par un investisseur par l'intermediaire d'un organisme vise a l'alinéa C du paragraphe (2) ci-dessous, dans lequel il detient une participation au capital, cet investisseur jouira des avantages de la presente Convention dans la mesure de cette participation indirecte a condition, toutefois, que ces avantages ne lui reviennent pas s'il invoque le mecanisme de reglement des differends prevu par une autre Convention de protection des

investissements étrangers conclue par une Partie Contractante sur le territoire de laquelle est effectuée l'investissement.

2- Le terme "investisseur" désigne:

- a- toute personne physique ayant la nationalité Égyptienne ou Centrafricaine en vertu de la législation de la République Arabe d'Égypte ou de la République Centrafricaine et constituée conformément à la législation Égyptienne ou Centrafricaine respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante;
- b- toute personne morale ayant son siège social sur le territoire de la République Arabe d'Égypte ou de la République Centrafricaine et constituée conformément à la législation Égyptienne ou Centrafricaine respectivement et effectuant un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante;
- c- les entités juridiques, établies conformément à la législation d'un quelconque pays, qui sont contrôlées, directement ou indirectement, par des nationaux d'une Partie Contractante ou par des entités juridiques ayant leur siège, en même temps que des activités économiques réelles, sur le territoire de cette Partie Contractante; il est entendu que le contrôle exige une part significative de propriété.

3- Le terme "revenus" désigne les montants nets d'impôts rapportés par un investissement, et

notamment, mais pas exclusivement les
benefices, interets, ividendes et redevances
de licence,

- 4- Le terme "territoire" designe le territoire national et les eaux territoriales de chaque Partie Contractante ainsi que la zone economique et l'extention continentale hors des limites des eaux territoriales de chaque Partie et sur laquelle elles ont des droits et autorites selon le droit international.

Article(2)

Promotion et Protection
des Investissements

- 1- Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire, les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements conformement a ses lois et reglements.
- 2- Les investissements effectues par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante beneficent, de la part de cette demiere, d'un traitement juste et equitable ainsi que, sous reserve des mesures strictement necessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une securite pleines et entieres, Chaque Partie Contractante s'engage a s'assurer que la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements de

l'autre Partie Contractante ne soient pas entravées par des mesures injustifiées et discriminatoires.

Les revenus de l'investissement et, en cas de leur reinvestissement conformément à la législation d'une Partie Contractante, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

Article(3)

Traitement des Investissements

- 1- Chaque Partie Contractante assure sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie Contractante un traitement juste et équitable, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements de la nation la plus favorisée, si ce dernier est plus favorable.
- 2- Chaque Partie Contractante assure sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.
- 3- Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou

toute autre forme d'organisation économique régionale, ou un accord international similaire ou une Convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

Article(4)
Expropriation et Indemnisation

- 1- Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute mesure ayant le même effet ou le même caractère qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties Contractantes à l'encontre des investisseurs de l'autre Partie Contractante ne devront en aucun cas être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autre que celles jugées d'utilité publique.
- 2- La Partie Contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant droit, sans retard injustifié, une indemnité juste et équitable dont le montant correspondra à la valeur du marché de l'investissement concerné à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.
- 3- Les dispositions pour la fixation ou le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte au plus tard au moment de l'expropriation. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité. L'indemnité sera payée aux

investisseurs en monnaie convertible et librement transférable.

Article(5)

Dedommagement Pour Pertes

Les investisseurs de l'une des Parties Contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection, ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

Article(6)

Transferts

- 1- Chaque Partie Contractante sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, garantit à ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible et sans retard injustifié des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment:

- a- d'un capital ou d'un montant supplémentaire visant a maintenir ou a accroître l'investissement;
 - b- des benefices, dividendes, interets, redevances et autres revenus courants;
 - c- des sommes necessaires au remboursement d'emprunts relatifs a l'investissement;
 - d- des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement;
 - e- des indemnites dues en application des articles 4 et 5;
 - f- d'une quote appropriee des salaires et autres remunerations revenant aux citoyens d'une Partie Contractante qui ont ete autorises a travailler sur le territoire de l'autre Partie Contractante au titre d'un investissement.
- 2- Les transferts vises au paragraphe 1 sont effectues au taux de change applicable a la date de transfert, et en vertu de la reglementation des changes en vigueur.
- 3- Les garanties prevues par le present article sont au moins egales a celles accordees aux investisseurs de la nation la plus favorisee qui se trouvent dans des situations similaires.

Article(7)
Subrogation

- 1- Si en vertu d'une garantie legale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnites sont payees a un investisseur de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie Contractante reconnait subrogation de l'assureur dans les ordres de l'investisseur.

- 2- Conformement a la garantie donnee pour l'investissement concerne, l'assureur est admis a faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas ete subroge.

- 3- Tout differend entre une Partie Contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie Contractante sera regle conformement aux dispositions de l'article 9 de la presente Convention.

Article(8)
Regles Applicables

Lorsqu'une question relative aux investissements est regie a la fois par la presente Convention et par la legislation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des Conventions Internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie Contractante peuvent se prevaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

Article(9)
Reglement des Differends
Relatifs aux Investissements

- 1- Tout differend relatif aux investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante sera regle, autant que possible, a l'amiable, par consultations et negociations entre les parties au differend.

- 2- A defaut de reglement a l'amiable par arrangement direct entre les parties au differend dans un delai de six mois, a compter de la date de sa notification ecrite, le differend est soumis, au choix de l'investisseur:
 - a- soit au tribunal competent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est effectue;
 - b- soit pour arbitrage au Centre International pour le Reglement des Differends relatifs aux Investissements (CIRDI), cree par la Convention pour le Reglement des Differends relatifs aux Investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signe a Washington le 18 Mars 1965.

A cette fin, chacune des Parties Contractantes donne son consentement irrevocable a ce que tout differend relatif aux investissements soit soumis a cette procedure d'arbitrage.

- 3- Aucune des Parties Contractantes, Partie a un differend, ne peut soulever d'objection, a aucun stade de la procedure d'arbitrage ou de l'execution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au differend, ait percu une indemnite couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.
- 4- Le Tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie Contractante, partie au differend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situe, y compris les regles relatives aux conflits de lois, des dispositions de la presente Convention, des termes des accords particuliers qui seraient conclus au sujet de l'investissement ainsi que des principes de droit international.
- 5- Les sentences arbitrale sont definitives et obligatoires pour les parties au differend. Chaque Partie Contractante s'engage a executer ces sentences en conformite avec se legislation nationale.

Article(10)
Reglement Des Differends Entre
Les Parties Contractantes

- 1- Tout differend entre les Parties Contractantes au sujet de l'interpretation ou de l'application de la presente Convention sera regle autant que possible par voie diplomatique.

- 2- A défaut, le différend est soumis à une Commission mixte, composée des représentants des Parties; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie la plus diligente.
- 3- Si la Commission mixte ne peut régler le différend dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties Contractantes;
- 4- Le Tribunal d'arbitrage sera constitué de la manière suivante: chaque Partie Contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignant ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme Président du Tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois(3) mois, le Président dans un délai de cinq(5) mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties Contractantes a fait part à l'autre Partie Contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.
- 5- Si les délais fixés au paragraphe(4) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie Contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président possède la

nationalité de l'une des Parties Contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour Internationale de Justice qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes, sera invité à procéder aux dites nominations.

- 6- Le Tribunal arbitral statue sur la base des dispositions de la présente Convention et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle est définitive et obligatoire pour les Parties Contractantes.
- 7- Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.
- 8- Chaque Partie Contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à part égale, par les Parties Contractantes.

Article(11)
Application

La présente Convention couvre également en ce qui concerne son application future, les investissements effectués en devises, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément à ses lois et règlements. Toutefois, la présente Convention ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

Article(12)**Validite Et Entrée En Vigueur**

- 1- La presente Convention est conclu pour une duree de dix(10) ans renouvelable par tacite reconduction, a moins que l'une des deux Parties Contractantes n'ait, six(6) mois avant son expiration, notifie par ecrit a l'autre Partie, son intention de la denoncer.
- 2- Les investissements effectues anterieurement a la date d'expiration de la presente Convention lui restent soumis pour une periode de dix (10) ans a compter de la date de l'expiration.
- 3- La presente Convention entre en vigueur des la date de la derniere notification confirmant l'accomplissement des procedures constitutionnelles necessaires par les deux pays.

Fait au Caire le 7 / 2 / 2000 en deux exemplaires originaux en langue Arabe et Francais, les deux textes faisant egalement foi.

Pour Le Gouvernement
De la République Arabe d'Egypte



Dr. Ahmed Mahrous El Darsh
MINISTRE DU PLAN ET MINISTRE
D'ETAT POUR LA COOPERATION
INTERNATIONAL

Pour Le Gouvernement
De La République Centrafricaine



Jacob Mbaitadjim
MINISTRE DELEGUE AUPRES DU
PREMIER MINISTRE CHARGE DE
L'ECONOMIE DU PLAN ET DE LA
COOPERATION INTERNATIONAL